Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Solidarite-avec-la-revolution

Obama prépare une nouvelle ingérence au Venezuela

Solidarité avec la révolution Bolivarienne

- Internationale -

Date de mise en ligne : jeudi 9 avril 2015

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Hector Michel Mujica Ricardo, ambassadeur en France du Vénézuela, sera à Lyon et Vénissieux ces 10 et 11 Avril 2015. Il rencontrera Michèle Picard en mairie et participera à deux initiatives.

LYON : Vendredi 10 Avril 2015 à 18h30

Fédération du PC, 1, cours Albert Thomas (Lyon 3eme)
Métro Sans Souci (ligne D), Arrêt T4 Manufacture Montluc

VENISSIEUX : Samedi 11 Avril 2015 à 10h30

Section de Vénissieux, 48, rue Eugène Maréchal

Dans un « ordre exécutif » du 9 mars, le président des États-Unis Barack Obama a déclaré une « urgence nationale » par rapport à la situation au Venezuela. Celle-ci présenterait une « menace inhabituelle et extraordinaire » pour la sécurité des États-Unis et sa politique étrangère. Quelle est donc cette « situation » dont parle Obama ? Et que veut dire cet « ordre exécutif » ?

La situation inhabituelle et extraordinaire, ce sont d'abord les difficultés financières du Venezuela suite à la chute impressionnante du prix du baril de pétrole. Depuis mi-2014, les prix du baril ont chuté d'environ 110 dollars à un peu plus de 50 dollars. L'économie vénézuélienne est très dépendante du secteur pétrolier qui garantit plus de 95 % de ses exportations. Cette chute du prix du baril entraîne inévitablement d'importantes conséquences sur le budget du gouvernement vénézuélien.

Aujourd'hui, le gouvernement est donc à la recherche de nouvelles manières de financer ses importants programmes sociaux. Une tâche difficile, qui est compliquée par d'autres facteurs. Certains produits de première nécessité, souvent subsidiés par le gouvernement, sont par exemple largement absents des rayons, mais parfois retrouvés en quantités monumentales dans des hangars appartenant au secteur privé ou à des réseaux mafieux. Le gouvernement de Caracas affirme en outre avoir déjoué un coup d'Etat en février, que le président Nicolas Maduro a lié directement à l'extrême droite vénézuélienne et des agents américains.

Cyniquement, les États-Unis et l'opposition interne considèrent en effet cette crise comme une opportunité pour regagner le contrôle du Venezuela. En 1999, l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chavez, remplacé en 2013 par Nicolas Maduro, a marqué un tournant au Venezuela. Caracas a choisi une voie radicalement différente de celle désirée par Washington. Chavez s'est allié avec Cuba et d'autres pays progressistes de la région au sein de l'ALBA, une alliance de coopération sociale, économique et politique. Au Venezuela, de nombreuses entreprises ont été nationalisées et Chavez a utilisé les revenus pétroliers pour augmenter les dépenses sociales. Les résultats ont été spectaculaires. Selon la Banque mondiale, en 1998, environ 50 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté national. En 2012, cela n'était plus que 25 %. L'Unicef souligne que la partie de la population vivant en-dessous du seuil de pauvreté extrême (moins de 1,25 dollar par jour) n'est plus que de 6,6 %.

Avec cet « Executive Order », Washington envoie un message clair. C'est en effet ce type de décision qui permet de décider en grande vitesse d'une ingérence directe, même militaire. Nul doute donc que cette décision, qui vient se greffer à un renforcement des sanctions vis-à-vis du Venezuela, constitue une étape dans un plan d'action plus global cherchant à affaiblir la souveraineté du Venezuela et sa « Révolution bolivarienne ». Le PTB condamne toute forme d'ingérence dans les affaires intérieures du Venezuela.

Copyright © Le Vénissian